



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN SUD VAUCLUSE



Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique en croissance
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
L'emploi concurrentiel en augmentation
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Deux offres d'emploi sur cinq se répartissent sur
trois domaines professionnels
- p. 06 Un potentiel d'emploi dominé par l'interim
- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la
situation de la demande d'emploi entamée début
2019
- p. 09 La demande d'emploi des jeunes plus durement
touchée par la hausse du chômage
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de
16 040 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les
Compétences 2019-2022
- p. 12 1 950 entrées en formation de demandeurs d'emploi
en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de
formation du bassin
- p. 13 60% des sortants de formation ont accédé à un
emploi six mois après la fin de leur formation - Les
AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs
d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du bassin.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 150 000 habitants au 1^{er} janvier 2017.
- ② 16 600 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 29 290 salariés du secteur concurrentiel à fin 2020
- ④ 5 930 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 8,6 % de taux de chômage au 2^e trimestre 2020.
- ⑥ 17 560 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020, dont 52% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 15 870 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 17% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 8% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 10% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique en croissance

Au 1^{er} janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 150 000 (treizième bassin le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 103 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression plus fort que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,6% en moyenne par an (+0,4% région). Cet accroissement est impulsé par des mouvements migratoires (+0,5%) et un solde naturel positif (+0,1%).

Au 1^{er} janvier 2017, les moins de 25 ans sont un peu moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 27% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est faible dans ce territoire (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (37%). Toutefois, le taux de retraités est légèrement plus élevé que celui de la région (7% vs 8%).

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin Sud Vaucluse	région	bassin Sud Vaucluse
Hommes	2 406 100	72 200	48%	48%
Femmes	2 624 800	77 800	52%	52%
0-14 ans	846 500	25 500	17%	17%
15-24 ans	550 800	14 600	11%	10%
25-54 ans	1 858 200	54 400	37%	36%
55-64 ans	643 500	20 900	13%	14%
65 ans et +	1 131 900	34 700	22%	23%
Ensemble	5 030 900	150 000	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin Sud Vaucluse	région	bassin Sud Vaucluse
15-24 ans	214 100	6 600	10%	10%
25-54 ans	1 632 000	49 000	74%	73%
55-64 ans	359 600	11 700	16%	17%
Ensemble	2 205 700	67 400	100%	100%

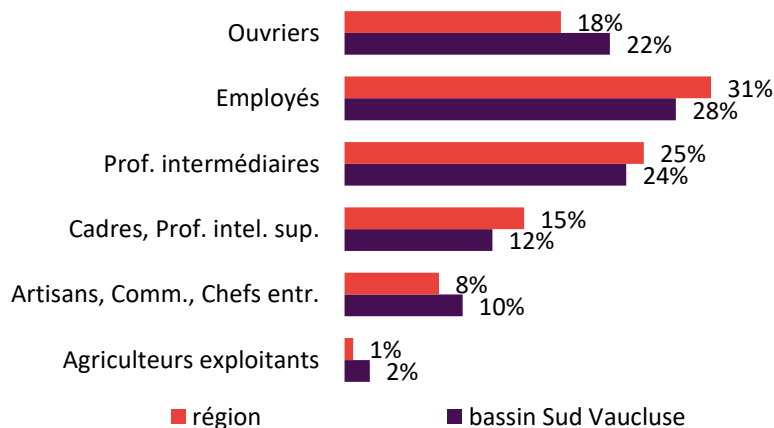
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 approche les 67 400, soit 75% des 15-64 ans (72% en région). Les profils par tranche d'âge des actifs sont relativement identiques dans le bassin et la région [cf. **Tableau 2**]. Toutefois, 45% des 15-24 ans sont actifs dans le bassin (39% en région).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité de d'employés et professions intermédiaires. A noter que la part d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises est plus représentée qu'en région.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



Le bassin compte moins de cadres et professions intellectuelles du supérieur que la moyenne régionale [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : +1,3 pt pour les professions intermédiaires et -0,8 pt pour les employés et -0,1 pt pour les ouvriers.

Source : INSEE, Recensement de la population

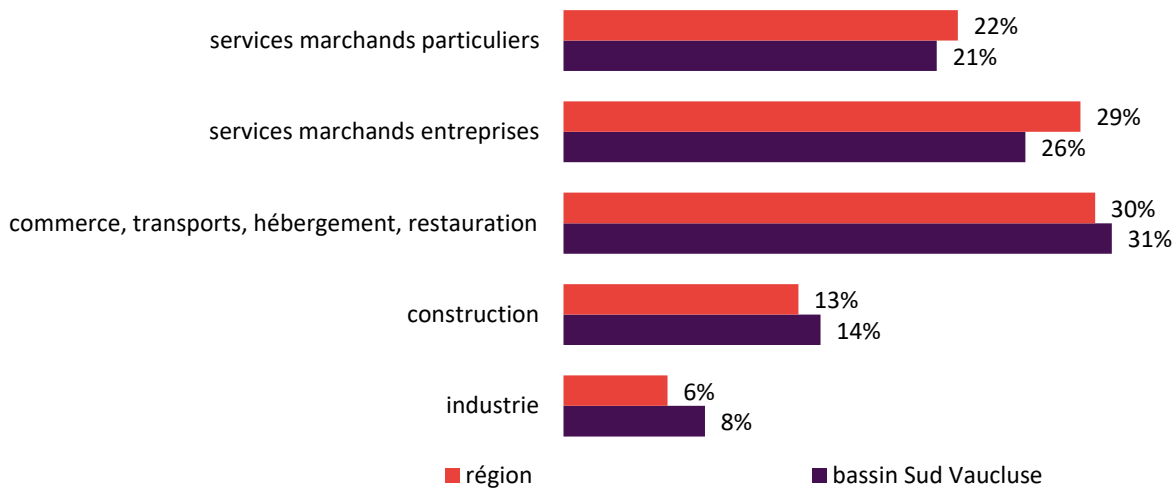


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 16 600 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 3% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est plutôt orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : néanmoins, fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est inférieur à celui de la région (66% contre 71%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (4 points d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est identique à celui de la région (12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



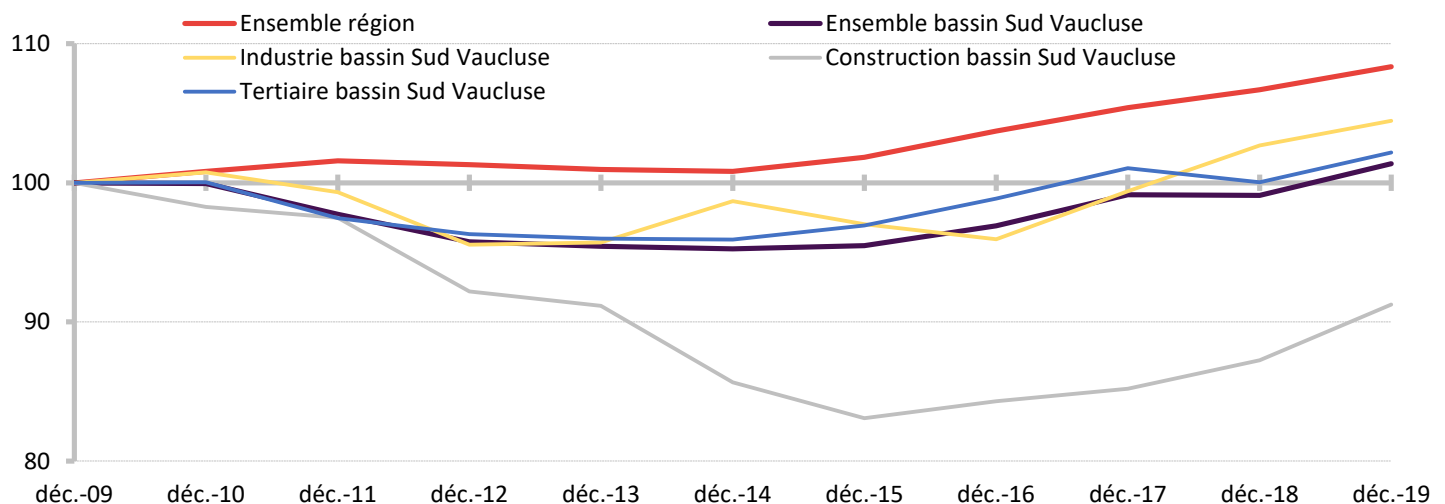
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel en augmentation

Le taux d'emploi du bassin (64%) est relativement plus haut que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé a connu une progression entre 2014 et 2017 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme du secteur tertiaire, qui retrouve enfin son niveau d'avant crise. Le niveau d'emploi se stabilise en 2018. A fin 2019, 4 840 établissements du secteur privé y emploient 29 290 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

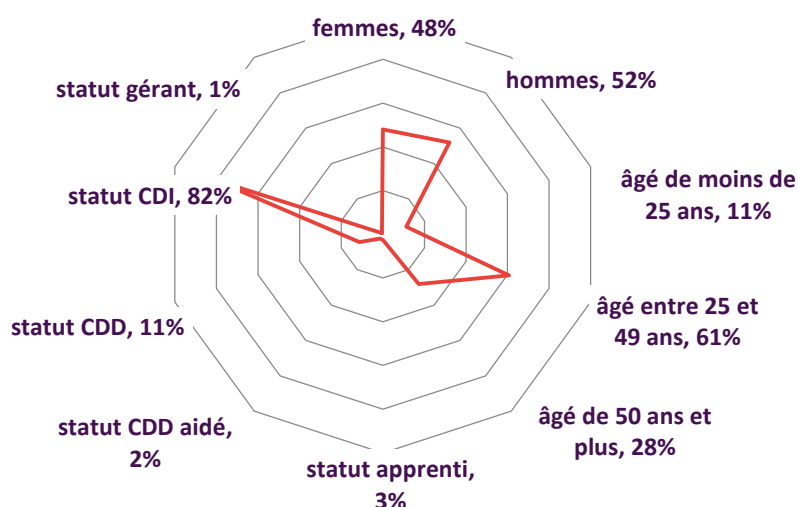


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 29 640 personnes étaient salariées sur le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est plutôt masculin, âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

37% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	4%	2%	3%
Quotité de travail entre 50% et 75%	12%	4%	8%
Quotité de travail de 75% et plus	15%	2%	8%
Temps plein	63%	89%	77%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	3 330	11%
Hypermarchés	980	3%
Transports routiers de fret interurbains	730	2%
Supermarchés	690	2%
Restauration traditionnelle	610	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	540	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	530	2%
Fabrication de machines agricoles et forestières	520	2%
Ingénierie, études techniques	490	2%
Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	450	2%
Ensemble	29 640	100%

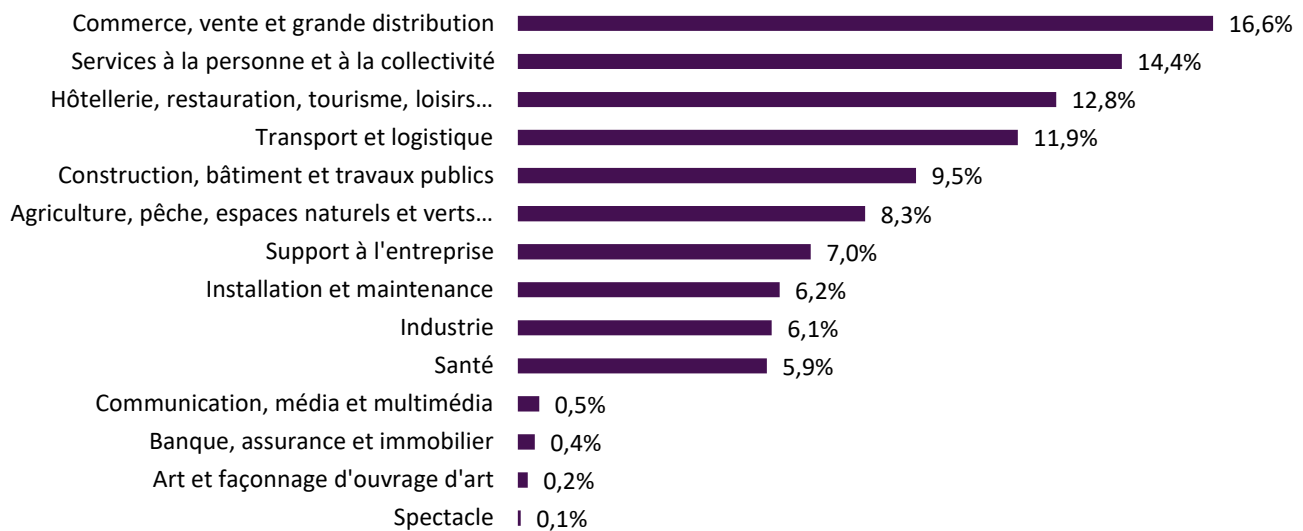
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Deux offres d'emploi sur cinq se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 5 930 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers du commerce, vente et grande distribution enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 17%. Les métiers des services à la personne et à la collectivité suivent avec 14% devant les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs... (13%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume	Poids
1 ^{er}	Mise en rayon libre-service	300	5%
2 ^e	Personnel de cuisine	210	4%
3 ^e	Magasinage et préparation de commandes	200	3%
4 ^e	Arboriculture et viticulture	180	3%
5 ^e	Service en restauration	150	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -8,4% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 5 930. Les contrats à durée indéterminée ont été les plus impactés par ce recul (-20%) alors que les CDD de moins de six mois sont en hausse (+2%). Toutefois certains secteurs parmi les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que les activités de services administratifs et de soutien et la santé humaine et action sociale résistent à cet impact négatif.



Un potentiel d'emploi dominé par l'intérim

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte atone. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois est relativement stable (+0,7%) sur un an et s'établit à 89 900 unités [cf. [Tableau 6](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (50 950 soit 57% des DPAE), le secteur de l'agriculture (7 390 soit 8% des DPAE et 19% des DPAE hors intérim) et celui de l'hébergement, restauration (6 340 soit 7% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	23 200	26%	-10%
Missions intérimaires	50 800	57%	+12%
Contrats de six mois et plus	8 500	9%	-16%
-Autres- (*)	7 400	8%	
Ensemble	89 900	100%	+1%

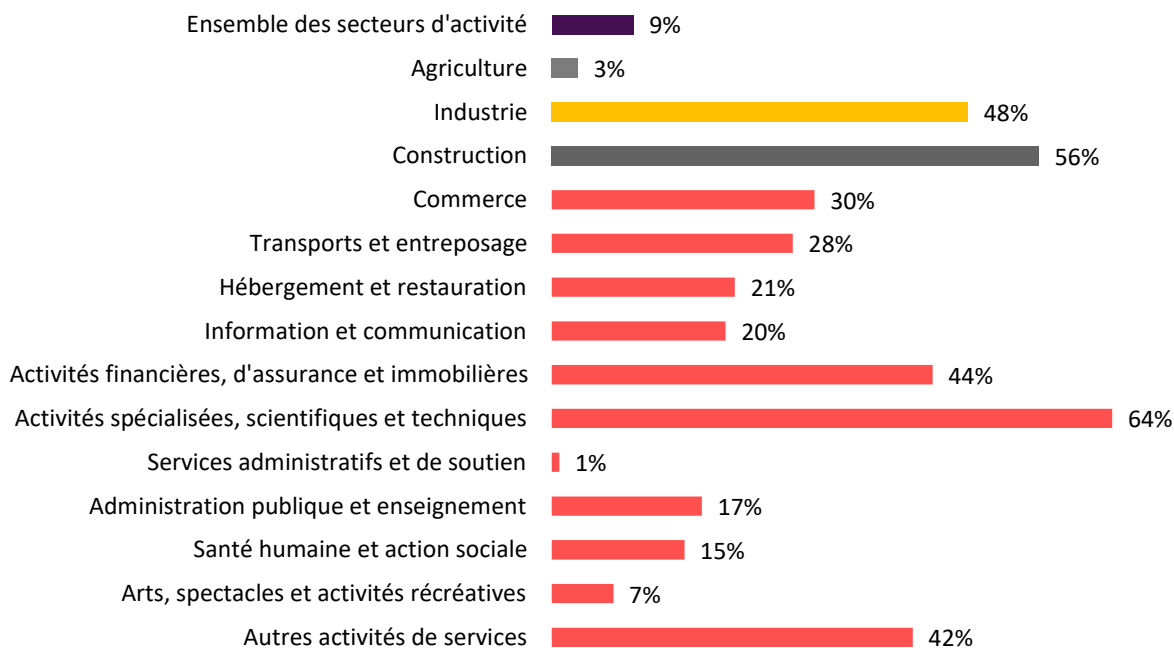
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 9% des DPAE. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les entreprises de la construction (resp. 2% et 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 64% et 56%. Le secteur du commerce (6% des DPAE hors intérim) a recours pour près d'un tiers des contrat à de l'emploi durable [cf. [Graphique 6](#)].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



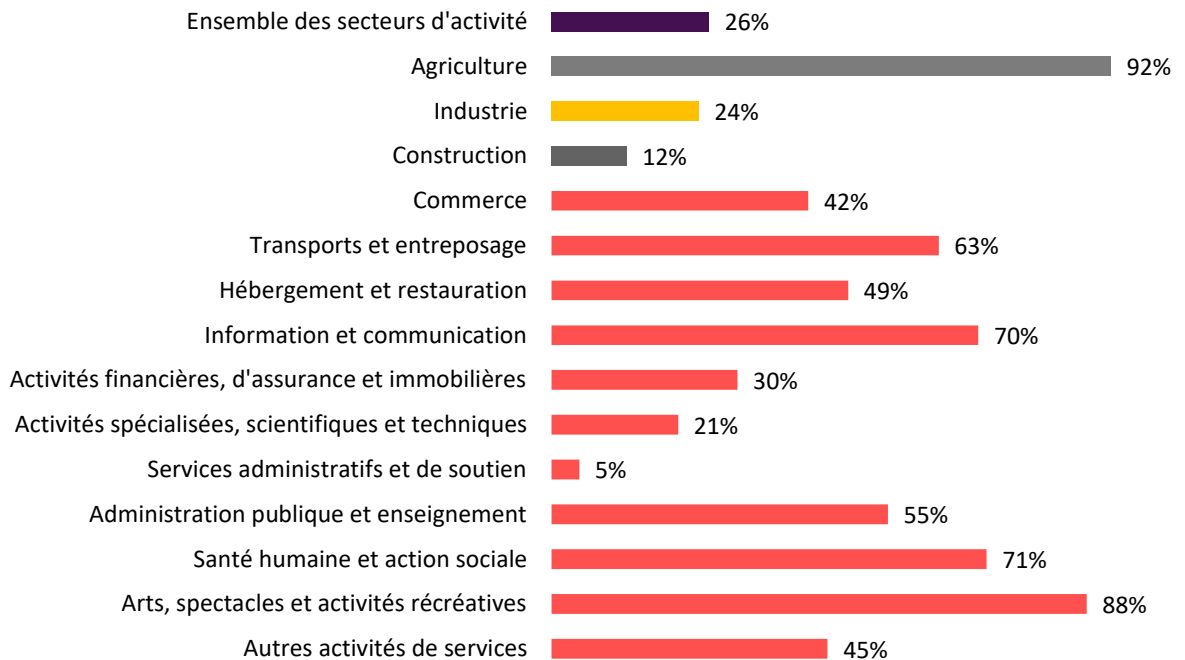
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Plus d'un quart des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 19% et 3% des DPAE hors intérim). Les secteurs de la santé humaine et action sociale et de l'information, communication présentent aussi une part de contrats courts.

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, de nombreux sous secteurs ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente. Toutefois, les activités de services administratifs et de soutien sont en hausse de +11%. Au sein de ce sous secteur, l'intérim représentant 57% des déclarations préalable à l'embauche, a contribué à maintenir une stabilité globale avec une hausse de +12%. À cela s'ajoute un accroissement de +11% dans l'administration publique et de +50% dans les activités financières et d'assurance.

Néanmoins, l'embellie de ces secteurs d'activité est contrebalancée par un recul dans des secteurs prenants au sein du bassin tels que l'agriculture (-4%), le commerce - réparation d'automobiles et motocycles (-9%) et l'hôtellerie, restauration (-29%). Ces tendances contraires ont amorti les effets de la crise sanitaire pour ce milieu d'année 2020.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

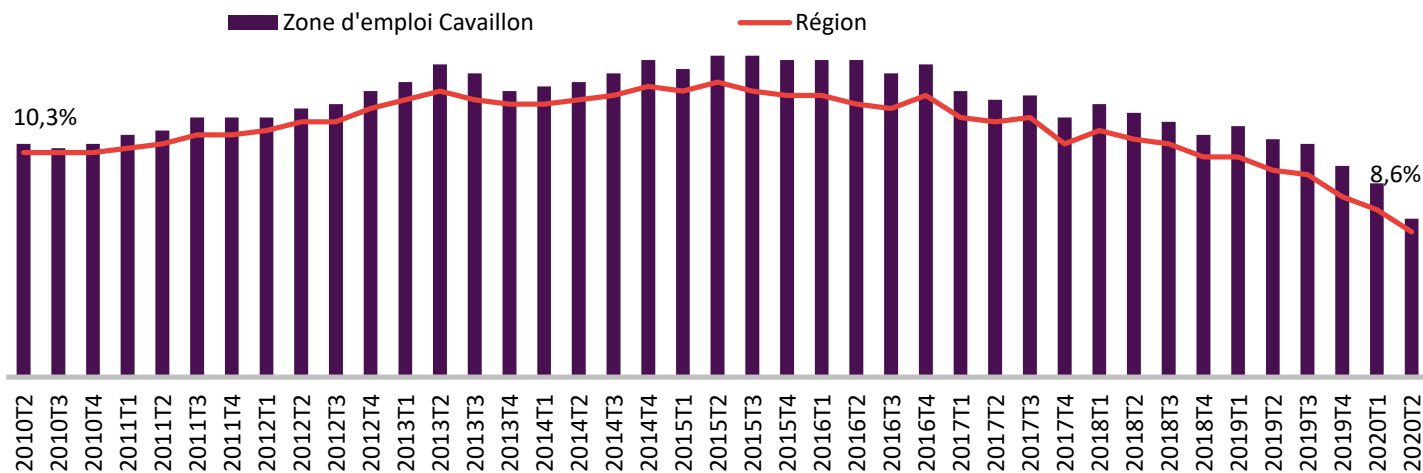


La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée début 2019

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2016, le taux de chômage de la zone d'emploi de Cavaillon a reculé de -1,7 pt en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 8,6%, un taux proche de celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est supérieur de 0,5 pt en moyenne.

Graphique 8

Taux de chômage localisé

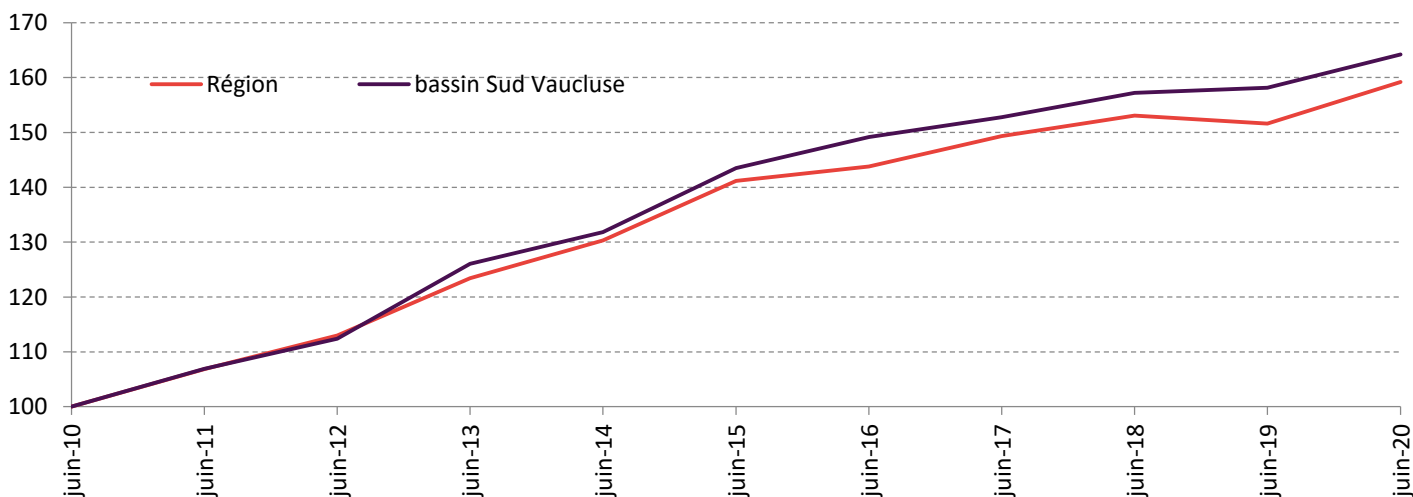


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 15 870 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+3,9% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance moins marquée que la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 9]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont sept fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)



La demande d'emploi des jeunes plus durement touchée par la hausse du chômage

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

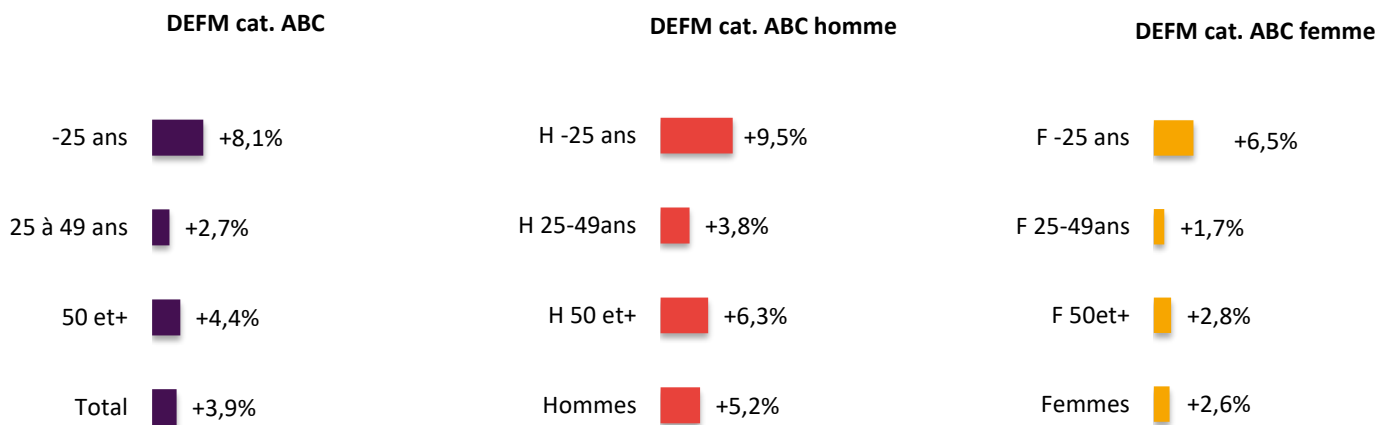
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 1 970 personnes (soit +150 sur un an). Les 25-49 ans montent à 9 360 (+250) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (4 550, soit +190).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (13% pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les demandeurs d'emploi non diplômés sont plus présents dans le bassin (19%) que dans la région (14%). De même, les femmes sont plus nombreuses avec 52% (51% en région). Il y a proportionnellement moins de bénéficiaires du RSA (17%) dans le bassin qu'en région (20%).

Le chômage de très longue durée perdue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a pratiquement triplé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 4 500 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 28% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 3 500 à fin juin 2020, en hausse de +13,1% sur un an.

7 800 DELD
(≥ 1 an)
+4,9% sur un an

4 500 DETLD
(≥ 2 ans)
+7,1% sur un an

3 500 en ACO3
+13,1% sur un an

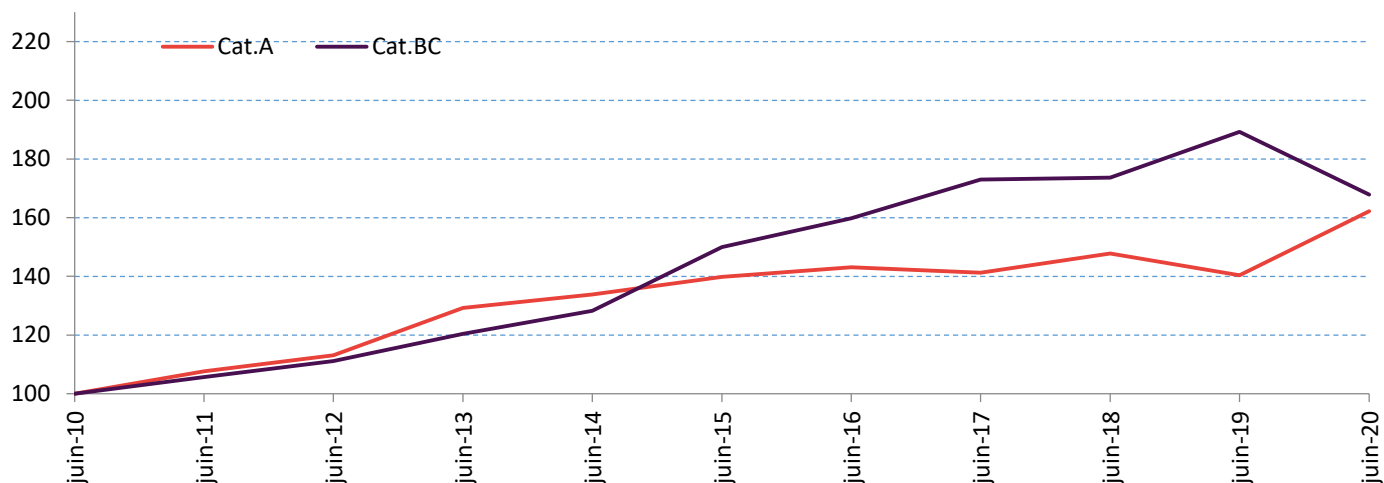


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Près de 11 380 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1^{er} trimestre 2020 avec un recul annuel de -18%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	960	8%	+4,0%
Passage en C	3 300	29%	-5,2%
Passage en E	20	0%	+121,3%
AFPR / POE	160	1%	-2,4%
DPAE durable	3 770	33%	-4,0%
DPAE non durable	3 170	28%	+1,1%
Ensemble des reprises d'emploi	11 380	100%	-2,2%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). Dans le bassin, 9 200 personnes sont ciblées « PIC », soit 58% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

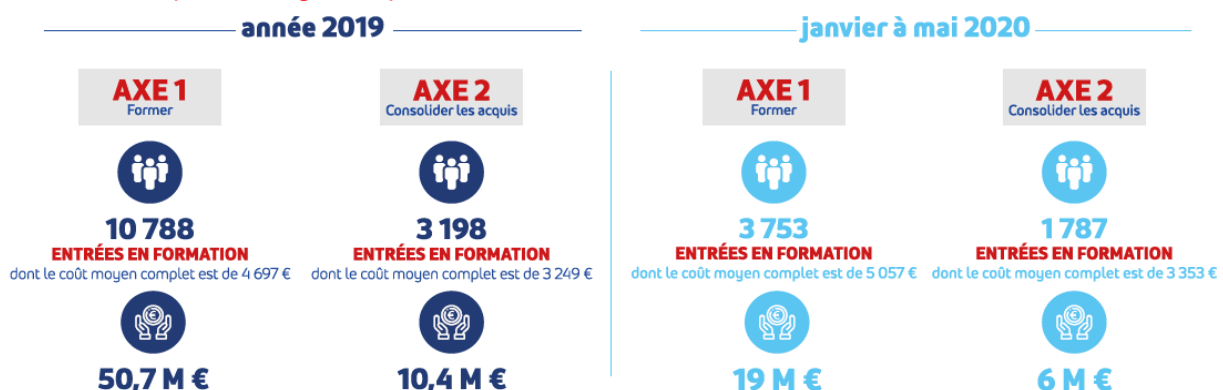
Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	500 800	100%	268 100	100%	54%

bassin Sud Vaucluse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	8 200	52%	4 200	46%	51%
Moins de 25 ans	2 000	13%	1 100	12%	55%
50 ans et plus	4 500	28%	2 800	30%	62%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	7 800	49%	4 600	50%	59%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 300	8%	900	10%	69%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	1 600	10%	1 200	13%	75%
Ensemble des DEFM cat. ABC	15 900	100%	9 200	100%	58%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

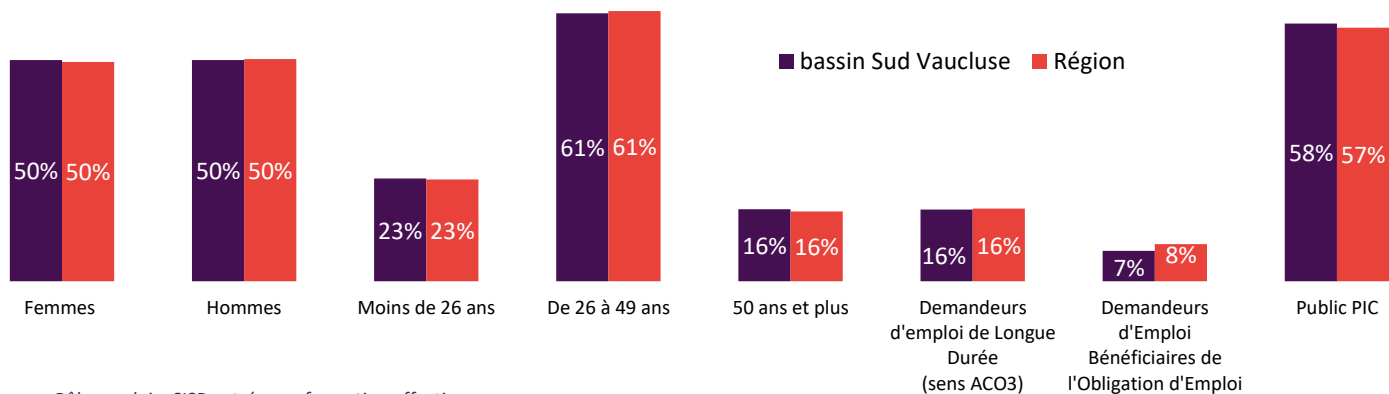


1 950 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 1 950 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin Sud Vaucluse. Ils représentent 3% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est proche de celui du régional [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

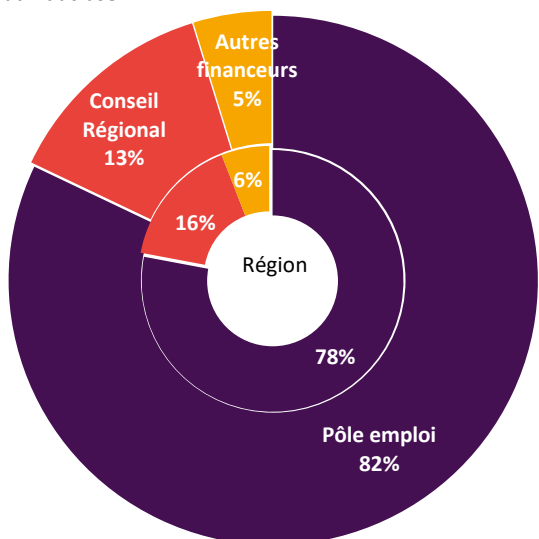
82% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (36% comme en région), suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 29% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 13% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont l'échange-gestion avec 25%, les services aux personnes (17%) et la formation générale, lettres, langues (15%). Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 10] représentent trois entrées en formation sur quatre en 2019.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

bassin Sud Vaucluse



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Echange et gestion	490	25%
Services aux personnes	330	17%
Formation générale, lettres et langues	290	15%
Fonction production	190	10%
Information, communication	150	8%
Ensemble des entrées	1 950	100%

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

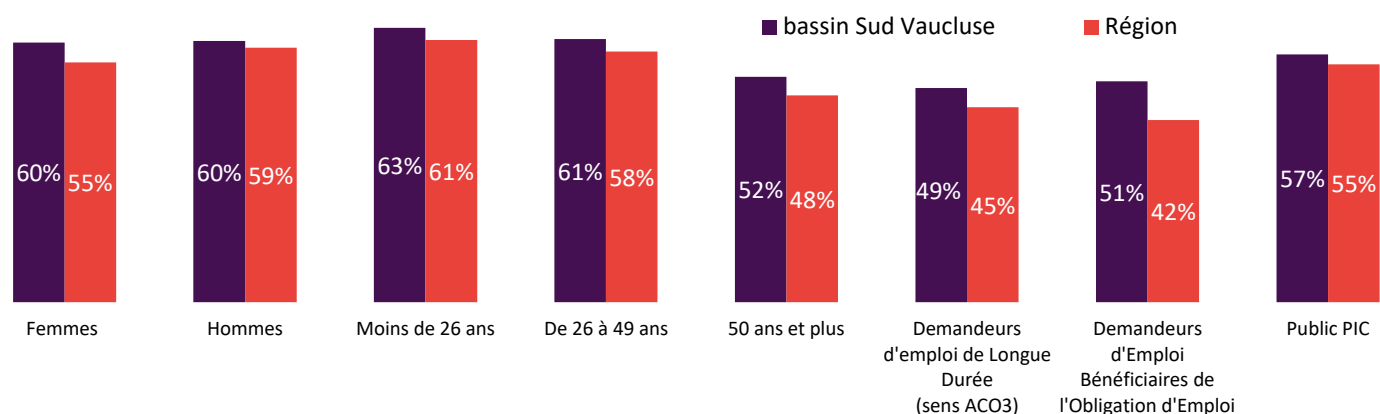


60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin Sud Vaucluse, environ 2 110 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 60% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



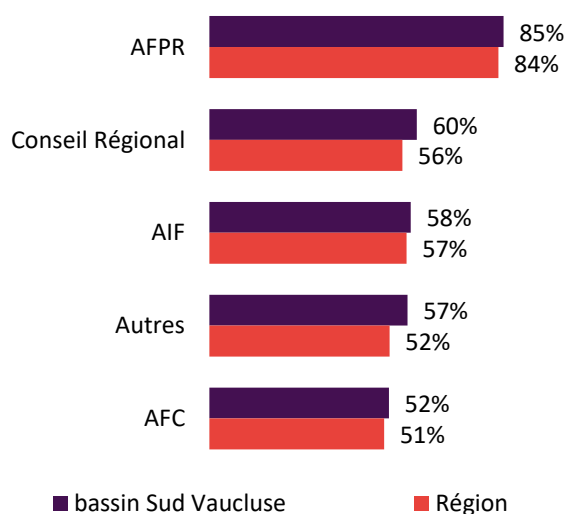
Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

Les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AFPR ont le meilleur taux d'accès avec 85%, étant des formations préalables à l'embauche, juste devant celles du Conseil Régional (60%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (71%) avec les champs transport, commerce, celui des services aux personnes (61%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale et celui des fonctions de production (57%) avec le champ manutention [cf. Tableau 11].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

(*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles n'apparaissent pas sur le graphique.

Tableau 11

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Echange et gestion	71%	540
Services aux personnes	61%	440
Fonction production	57%	200
Formation générale, lettres et langues	40%	180
Information, communication	55%	140
Total des sortants	100%	2 110

Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

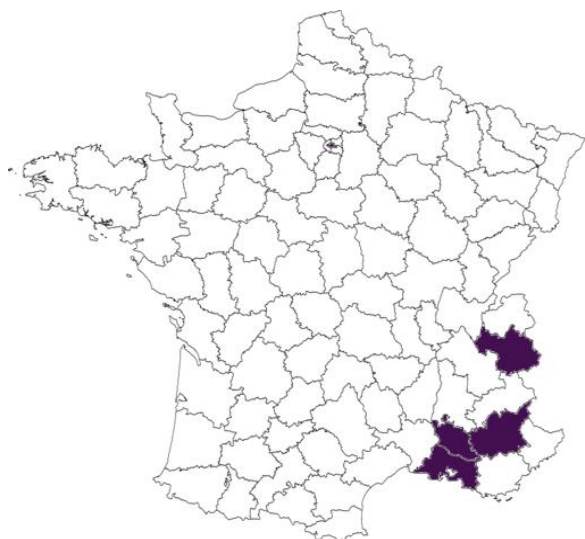


Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du **T**ravail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 22%, ils se dirigent vers les territoires limitrophes, 2% vers la métropole parisienne et 1% en Savoie [cf. **Tableau 11**].

Tableau 12

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Vaucluse	65%
Bouches-du-Rhône	20%
Alpes-de-Haute-Provence	2%
Paris	2%
Savoie	1%

Aide à la lecture :

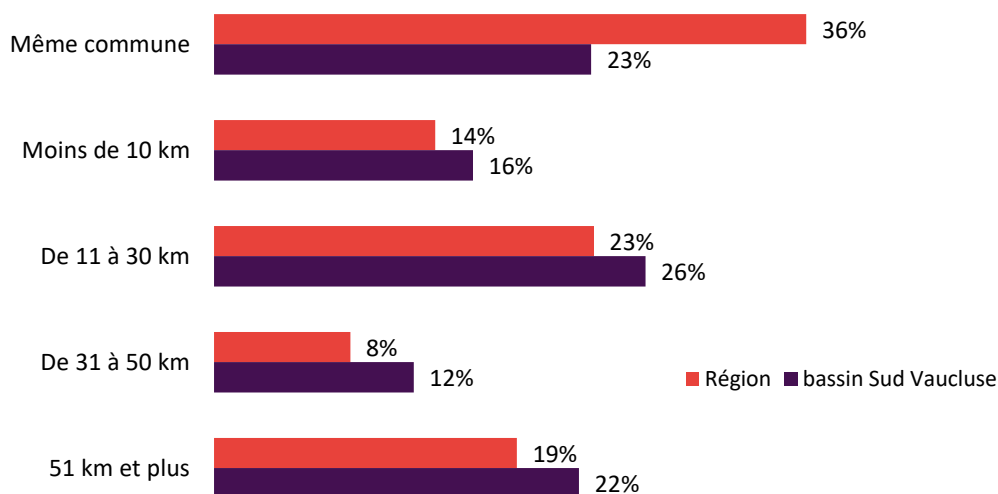
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin Sud Vaucluse en 2018 ont trouvé un emploi en Savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près d'un demandeur d'emploi sur quatre a repris un emploi dans la même commune et un demandeur d'emploi sur cinq à plus de 50 km de son domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Le niveau de qualification des résidents du territoire est plus faible qu'en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (moins de cadres, professions intellectuelles supérieures, de professions intermédiaires et plus d'ouvriers).

Moins marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (66%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce était toujours créateur d'emploi avant la crise sanitaire qui a fortement dégradé les embauches de ce dernier.

Avec un taux de chômage de 8,6% au 2^e trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est aussi touchée par le chômage que la région. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 17% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 89% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 22% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 1 950 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin Sud Vaucluse. 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

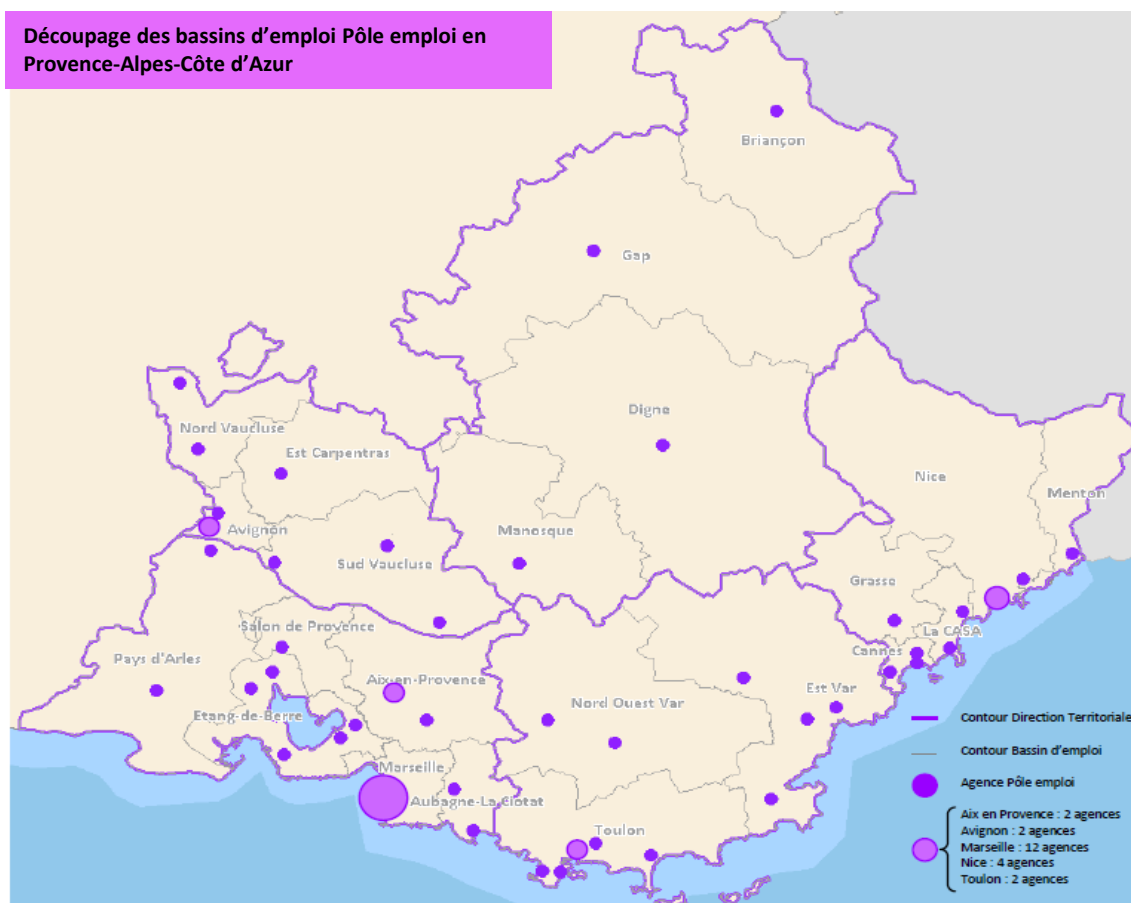
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Marjorie ZAKARIAN
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

